

InfoSolidaires

L'information syndicale mensuelle
de Solidaires Informatique
à Sopra Steria



septembre 2022

numéro 145

**Et pendant ce temps,
au Royaume-Uni...
Que font-ils ? Grève !
Qu'obtiennent-ils ?
Des augmentations ...**

Rappel, tou·te·s les salarié·es de Sopra Steria UK ont reçu :

- Une prime de 500£
- Une augmentation du salaire annuel de 1000£.

#qu-attend-on ?

INFLATION !

TOUT AUGMENTE SAUF NOS SALAIRES

A Sopra Steria, un constat simple :

- En janvier : 66% des salarié·es augmentés pour 3% d'augmentation en moyenne
- En juillet pour ce qui devrait être un CRH **exceptionnel** : 40% d'augmentés pour 1,5% d'augmentation y compris les augmentations obligatoires et les 200 salarié·es rattrapés après 4 ans sans augmentation (sic)

D'autres faits ?

- déjà 6% d'inflation sur 12 mois avec une projection à plus de 10 à la fin de l'année.
- des distributions d'actions de plusieurs millions pour les grands managers,
- des dividendes en forte hausse ...

#qu-attend-on ?



Participer

Nouvel Appel syndical commun le 22 septembre

Pour lutter contre l'inflation, on discute et on débraye !

Notre premier débrayage du 21 Juin chez Sopra Steria veut s'inscrire dans la mise en place d'un rapport de force collectif pour obtenir de la Direction une politique salariale juste, dans un contexte d'inflation que l'on sait désormais durable.

Nous remercions les salarié·es ayant participé au premier débrayage du 21 juin, leurs mobilisations diverses ont évidemment participé à pousser la direction à faire quelques pas timides, évidemment encore insuffisants.

Rendez-vous le 22 septembre pour un nouvel événement, discutons et débrayons même 4 minutes (sans retenue sur salaire dans ce cas) afin d'envoyer un nouveau message à la Direction.

LE 22 : INFOS, DISCUSSIONS, DÉBRAYAGES, TOUS ENSEMBLE !

Agenda social de la rentrée 2022 !

Appel Intersyndical à la grève sur la branche des ESN :

Le 27/09 les organisations syndicales **SOLIDAIRES INFORMATIQUE, UNSA-SPECIS, STJV, CNT-SO** appellent collectivement à un mouvement de grève sectorielle.

Parce que les salarié.es du numérique ont aussi des revendications qui dépassent les miettes que nous laissent les patrons des ESN représentés par le syndicat patronal SYNTEC.

La fédération de Syntec est une fédération de syndicats patronaux qui négocie avec les syndicats représentatifs CFTD, CGT, CGC, FO sur la convention collective "Bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseils". L'un de ces syndicats, Numeum, a un adhérent très important : SopraSteria ! Eh oui, les patrons se syndiquent !

Et que nous donnent-ils pour contrer l'inflation ? Des miettes lors des augmentations du point SYNTEC

Solidaires Informatique appelle donc à montrer aux syndicats patronaux que les salarié.es ont une volonté collective d'obtenir des réponses concrètes à l'inflation galopante !

Le 27/09 : L'intersyndicale appelle à la grève et pour ceux qui le souhaitent à se rendre devant le siège de la fédération SYNTEC à 14h !



Les luttes sur les salaires continuent, et ce ne sont pas les indemnités, chèques, revalorisation de 3,5 % du point d'indice dans la fonction publique, 2,9 % des indemnités chômage ou de 4 % pour les pensions et autres mesurètes cache-misère, qui compenseront l'absence de revalorisation réelle des salaires, du SMIC, des minima sociaux et bourses étudiantes !

Ce gouvernement a par ailleurs validé sa feuille de route : continuation de la liquidation du droit du travail et de l'assurance chômage, RSA conditionné au travail, continuation de la fiscalité en faveur des plus riches sous couvert d'efficacité économique au détriment du financement des services publics et de la transformation sociale et écologique.

Même si le gouvernement n'affiche plus les 65 ans comme âge de départ à la retraite, il a réaffirmé sa volonté de poursuivre une réforme injuste des retraites, en nous faisant travailler plus longtemps.

Vivre dignement, et bien vivre n'est pas une option. C'est un choix de société qui découle d'une transformation sociale radicale.

L'Union syndicale Solidaires, mène sa campagne « Partageons le travail » avec des revendications concrètes sur les salaires, la protection sociale, les services publics, à faire partager à l'ensemble des salariées, et de la population.

Elle s'appuie et s'appuiera sur toutes les luttes sectorielles pour construire le rapport de force large et efficace pour faire aboutir ces revendications.

Ce sont des mesures urgentes, structurelles qu'il nous faut collectivement imposer :

Solidaires revendique :

- **Un SMIC à 1 700 euros net**
- **Une réelle revalorisation du point d'indice dans la fonction publique**
- **L'égalité salariale et la revalorisation des métiers les plus féminisés**
- **Des augmentations de salaires, pensions, minima sociaux de 400 euros**
- **Un écart de salaires de 1 à 5 (entre les plus bas et plus hauts salaires dans les entreprises, administrations)**
- **Le RSA pour les moins de 25 ans**
- **La retraite à 60 ans max avec 37,5 annuités**
- **L'arrêt de la casse des services publics**

SOLIDAIRES APPELLE À UNE GRÈVE ET UNE MOBILISATION D'AMPLEUR À CONSTRUIRE DANS LA DURÉE DÈS LE 29 SEPTEMBRE

SOLIDAIRES, UNITAIRES ET DÉMOCRATIQUES

Fin de l'abondance ? Pas pour les riches !

Nourriture, électricité, essence, transports, logement, gaz, fournitures scolaires, abonnements divers : pas un jour ne passe sans que nous voyions les prix flamber. L'impact de la guerre en Ukraine ne doit pas cacher le problème de fond : ce n'est pas la crise pour tout le monde. Les milliardaires et les millionnaires ne se sont jamais autant enrichis en France que ces dernières années. Les versements des dividendes des grandes entreprises pour les actionnaires n'ont jamais été aussi élevés. Pire, certaines entreprises en profitent pour augmenter artificiellement les prix : après les profiteurs de guerres, revoici les spéculateurs sur l'inflation... toujours sur notre dos.

Face à cela, le gouvernement ne fait quasiment rien : des mesurette, rien de précis sur les superprofits (et la « charité » de Total sur l'essence). Il appelle aussi à la fin de l'abondance alors que le SMIC à 1 300 euros ne permet pas de vivre dignement, et que l'inflation augmente plus vite que les salaires. L'État ne montre pas l'exemple et ose nous parler de « fin de l'abondance ».

Et du côté des patrons et des entreprises qui ont touché des dizaines de milliards d'aides et d'allègement de cotisations sociales (au détriment de notre protection sociale), ce sont des larmes de crocodile : augmenter les salaires risquerait de remettre en cause la sacro-sainte compétitivité et surtout leurs bénéfices. Ils défendent leurs intérêts : la vente de gros SUV, de résidences secondaires avec piscines et les voyages en jets privés augmentent en flèche... **Ce sont les mêmes qui accélèrent la crise climatique.** Cet été nous l'a encore montré avec les canicules, feux de forêts et inondations : il y a urgence écologique. Avec l'urgence sociale, c'est le capitalisme le point commun.

Nous n'aurons rien en attendant ou en demandant gentiment. Nous ne gagnerons que ce que nous prendrons par notre action collective. Des mobilisations existent dans certaines entreprises, certaines administrations, certains secteurs professionnels. Le problème est global. C'est pourquoi, pour gagner des augmentations de salaires, de pensions, d'allocations chômage, de bourses, de minimas sociaux, nous appelons avec la CGT et la FSU à converger sur la

Grève nationale interprofessionnelle jeudi 29 septembre

Nous savons qu'une journée ne sera pas suffisante. Mais il faut un point de départ ! Si nous agissons toutes et tous ensemble, nous avons les moyens d'imposer un autre partage des richesses. □

Solidaires propose des mesures d'urgence

- +400 euros pour toutes et toutes
- Le SMIC à 1700 Euros NET
- Pas de pensions, allocation chômage ou minima social en dessous du SMIC
- Égalité des salaires femmes/hommes
- Revalorisation du point d'indice des fonctionnaires
- Échelle des salaires de 1 à 5 au maximum
- Gratuité des transports en commun

Pour les financer on prend sur la fraude et l'exil fiscal, les dividendes, les superprofits, les fortunes des milliardaires et la limitation des hauts revenus. □



Nouvelle-Calédonie

Si la France se renie, plus rien ne nous lie ... ?

L'Accord de Nouméa va au-delà de sa « durée » ; ce sont deux promesses solennelles et définitives : construire ensemble « une complète émancipation » d'ici « à la fin de cette période » ; garantir constitutionnellement que chaque avancée vers ce but sera « sans possibilité de retour ». Le « béton » de ces concepts a été cimenté avec la France, à la lueur des trahisons précédentes, via des lois, décrets et circulaires français, des tentatives de noyades démographiques du peuple autochtone, et des refus d'obtempérer aux injonctions des textes de l'ONU.

En 1956 la Calédonie a choisi de rester française, contrairement à l'essentiel des autres colonies, parce qu'il y avait une promesse d'autonomie et de droit de vote aux kanak alors majoritaires. Or le conseil de gouvernement élu de l'époque a été stoppé par un simple décret du gouverneur, suite à une manifestation de colons de la droite extrême ! Or l'autonomie légale a été annulée en 1963 par une nouvelle loi. Or le poids du vote kanak a été minoré aussitôt par une immigration voulue pour cela, dès 1957.

En 1983 (Nainville), les Kanak ont déclaré

inclure les personnes déjà établies, pour construire le pays avec elles, la France reconnaissant alors son droit à l'indépendance. Or en 1984, l'élection qui mettait en œuvre le statut Lemoine -plus progressiste- conservait un corps électoral très large, rendant impossible l'émergence des autochtones déjà rendus minoritaires.

En 1988, les Accords de Matignon prévoyaient une consultation sur l'indépendance en 1998. Or malgré le verrouillage d'un référendum national et local qui le garantissait, celui-ci a été reporté.

En 1998, l'Accord de Nouméa offrait une garantie supplémentaire pour ses engagements. Or malgré cette garantie d'être « gravé dans le marbre » de la constitution, l'on nous dit maintenant qu'il suffira de casser le marbre pour tout remettre en cause.

Que la France se renie encore est possible, voire probable. M. Macron l'a déjà fait plusieurs fois avec nous : par l'arrêt des comités des signataires depuis 3 ans (point 6.5 de l'Accord de Nouméa) ; en imposant la consultation au 12/12/21, ce qui reniait la parole précédente de son Premier ministre ; en maintenant cette date en période Covid, ce qui reniait l'engagement de l'Accord de Nouméa de respecter enfin l'identité Kanak ; etc.

Rappelons qu'un changement constitutionnel exige le vote concomitant des députés et sénateurs réunis en congrès (traditionnellement à Versailles) à la majorité dite « qualifiée » de 60 %. M. Macron, rendu minoritaire à l'Assemblée nationale française, garde contre nous toute sa capacité de nuire : sa coalition « Ensemble ! » (LREM + MoDem + Horizons) a 240 députés, le RN 89, et LR 62. Cela fait 391 députés sur 577 (soit + de 60 %), capables de ne pas comprendre les

risques évidents de guerre civile. Quant au Sénat, il est plus colonialiste et plus à droite encore que l'Assemblée nationale. Sénateurs et députés sont donc en capacité de voter sur la demande du Président la fin du corps électoral gelé, donc de la citoyenneté et de l'emploi local, entraînant aussi la noyade démographique autochtone, l'abandon des transferts encore dus, le rejet des textes de l'ONU, et in fine la trahison des deux engagements majeurs déjà pervertis de l'ADN cités ci-dessus : l'accès à l'indépendance promise, et en tout état de cause la garantie d'aucun retour en arrière.. □

La voix de Kanaky n°32, édito, juillet-août 2022

Vos contacts à Sopra HR Software :

Julien Ciry (DS et CSE)	06.61.01.95.24	Nantes
Nadine Stéphant (DS et CSE)	06.13.06.01.52	Paris
Shakir Simrick (CSE)	07.89.50.58.51	Paris
Brigitte Gratecap (CSE)	06.81.75.05.65	Paris
Laurent Leroux (CSE)	06.86.43.93.34	Paris /Lille
Catherine Charnassé-Foucault (CSE)	01.57.00.04.10	Paris

Vos contacts à Sopra Steria I2S :

Simon Bozic (CSE)	06.66.35.72.43	Roanne
----------------------------	----------------	--------

Vos contacts à Sopra Steria Group :

Raphaëlle Collin (CSE)	07.84.05.30.31	Toulouse
Alain Chazalon (CSE)	06.75.28.23.10	Lyon
Sylvie Doussaint (CSE)	06.31.41.35.83	Bordeaux
Pascale Nahmias (CSE)	02.40.85.84.84	Nantes
Arnaud Landais (CSE)	06 72 54 24 61	Nantes / Paris

Nathalie Couillet (DS et CSE)	06.88.17.27.09	Aix
Dominique Vitali-Louzai (CSE)	04.72.18.48.22	Lyon
Eric Rigaud (CSE)	06.08.68.33.87	Aix
Arnaud Deshayes (DS)	06.62.50.92.85	Nantes
Michel Guillaume (DS)	05.34.56.70.66	Toulouse
Marie-Claude Kukla (DS)	06.17.39.12.00	Toulouse
Mohammed Ghoufraoui (DS)	07.61.16.33.30	Nantes
Thierry Fétas (DS)	06.49.75.08.41	Aix
Sandrine Ceccoli (DS)	ceccoli.steria@gmail.com	Montpellier

Nous suivre :



NEWSLETTER : diff-soprasteria-subscribe@listes.solidairesinformatique.org